



**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES
(CCTP)**

CONSULTATION N° 2025-008

**Marché public de prestations relatives à une assistance juridique pour les
professionnels des arts visuels pour le
Centre national des arts plastiques (Cnap)**

**Mode de passation : Procédure avec négociation L.2124-3
du code de la commande publique.**

Article 1 – Contexte

1.1 Présentation du Centre national des arts plastiques

1.2 Présentation du service ressources professionnelles

Article 2 – Objet

Article 3 – Contenus et organisation de l'assistance juridique

3.1 Public cible

3.2 Objectif et organisation

3.3 Volume

3.4 Montant du marché

Article 4 - Domaines d'expertise

Article 5 – Pilotage

5.1. La contribution du Cnap

5.2 Réunion de lancement

5.3. Les autres réunions

Article 6 - Arbitrage

Article 7 - Responsabilité

Article 1 - Contexte

1.1 Présentation du Centre national des arts plastiques

Le Centre national des arts plastiques (Cnap) est l'un des principaux opérateurs du ministère de la Culture dans le domaine des arts visuels. Acteur culturel incontournable, il soutient et encourage la scène artistique dans toute sa diversité. Il accompagne les artistes et les professionnels (galeries, éditeurs, restaurateurs, critiques d'art, producteurs audiovisuels, etc.) à travers plusieurs dispositifs de soutien. Il contribue à la valorisation des projets soutenus par la mise en œuvre d'actions de diffusion. Il constitue également un centre de ressources pour l'ensemble des professionnels de l'art contemporain. Le Cnap est aussi l'héritier des différents services de l'Etat, qui, depuis 1791, se sont succédé pour soutenir la création contemporaine, en constituant une collection. Il acquiert ainsi pour le compte de l'État des œuvres qui enrichissent le Fonds national d'art contemporain, dont il assure la conservation et la diffusion par des prêts et des dépôts en France et à l'étranger, des expositions et des éditions. Avec près de 107 000 œuvres acquises depuis plus de deux siècles auprès de plus de 22 000 artistes vivants, cette collection constitue un ensemble unique, représentatif de la variété des courants artistiques, du dynamisme et de l'ouverture de la scène française. Parallèlement, le Cnap joue un rôle central dans la politique nationale de commande publique artistique conduite par le ministère de la Culture. Chaque année, les commandes initiées permettent de soutenir plus d'une centaine d'artistes dans différents domaines de la création. Le Cnap conserve également la documentation, les maquettes et les études relatives aux projets de commandes publiques artistiques conduites ou soutenues par l'État depuis 1983.

1.2 Présentation du service ressources professionnelles

Le Cnap constitue un centre de ressources pour l'ensemble des professionnels du domaine des arts visuels. Il conduit cette mission d'information, de sensibilisation et de formation des professionnels dans son domaine d'activité, répond autant aux besoins d'informations accessibles qu'à la mise en œuvre de bonnes pratiques professionnelles et à la structuration des acteurs de la ressource. Les sujets traités sont divers et notamment réglementaires avec, par exemple, les structurations d'activité et la propriété intellectuelle. Le Cnap, au-delà de la production de contenus et d'outils en propre, propose une centralisation des informations existant, contribue à leur fiabilité, les recueille et les diffuse. Il représente une référence pour les professionnels et la professionnalisation de leurs pratiques, en articulation avec les acteurs impliqués sur le territoire, avec pour objectif la réduction des inégalités dans l'accès à l'information.

Article 2 - Objet du marché

Le présent marché a pour objet la fourniture de prestations d'assistance juridique à distance (téléphone, visio, ou toute autre solution technique adéquate...) pour le compte du Centre national des arts plastiques.

Ce service distanciel doit permettre de répondre à un premier niveau d'informations juridiques permettant à l'interlocuteur visé à l'article 3.1 du présent CCTP, de s'orienter et le cas échéant de poursuivre son analyse avec un avocat spécialisé, ayant ainsi une idée plus précise de l'environnement juridique dans lequel sa problématique se situe. Cette réponse pourra être plus ou moins approfondie en fonction des connaissances juridiques de l'interlocuteur.

En étroite collaboration avec le Cnap, la mission du titulaire du marché consistera en :

- traiter les demandes sélectionnées au préalable et transmises par le Cnap;
- organiser un rendez-vous avec les personnes par tous moyens téléphoniques ou de visioconférence ou proposer une solution technique adéquate,
- assurer le rendez-vous et répondre aux questionnements des personnes,
- rendre compte des rendez-vous réalisés, notamment par la tenue d'un tableau récapitulant les demandes traitées (objet, date, mode de communication, temps passé, etc.) ou toutes autres modalités de reporting à l'initiative du candidat et en accord avec le Cnap.

Le suivi de l'exécution du projet sera assuré par le service des ressources professionnelles. Il sera l'interlocuteur privilégié du titulaire du marché.

Le titulaire du marché devra désigner un interlocuteur privilégié en son sein pour le suivi de l'assistance.

La durée maximale du marché est de deux (2) ans, avec un (1) an renouvelable, à compter de la date de notification du marché prévue pour le dernier trimestre 2025.

Article 3 – Contenus et organisation de l'assistance

3.1 Public cible

Les rendez-vous de conseils sont à destination des professionnels des arts visuels notamment :

- Les artistes
- Les collectifs et associations d'artistes professionnelles
- Les commissaires
- Les critiques d'art
- Les lieux de production, de diffusion, de résidence
- Les galeries d'art contemporain
- Les commanditaires publics et privés
- Les collectivités territoriales et services de l'état
- Toutes autres personnes présentées par le Cnap

3.2 Objectif et organisation

Ces rendez-vous ont pour objectif de répondre à leurs questionnements juridiques.

Ils sont proposés à titre gratuit pour les personnes à la suite de leurs demandes, développées par écrit, traitées par le Cnap et ensuite transmises au titulaire du marché.

La mise en place du traitement des demandes et la prise de rendez-vous seront exposées dans le mémoire technique

L'assistance étant distancielle, par téléphone ou autre moyen, aucun document écrit n'est communiqué de part et d'autre.

L'assistance étant distancielle, le titulaire du marché doit tenir compte de la disponibilité des personnes, avec une attention portée notamment au décalage horaire dans le cas de personnes se trouvant dans les départements et régions d'outre-mer.

Le titulaire du marché devra fournir à la personne conseillée les références juridiques qu'il aura manipulées (loi, jurisprudence etc.), par courriel. Ces envois devront être fournis au Cnap lors du suivi trimestriel de l'assistance.

Le titulaire devra également fournir au Cnap une synthèse des réponses apportées et des problématiques rencontrées durant la tenue de l'assistance trimestriellement.

Les échanges entre le titulaire du marché et la personne conseillée sont strictement confidentiels.

Le rendez-vous doit être réalisé sur quinze jours ouvrables à compter de la transmission de la demande par le Cnap, sous réserve des disponibilités du demandeur.

Le titulaire du marché devra proposer des modalités de suivi.

Le titulaire devra mettre en place une évaluation systématique de la satisfaction des bénéficiaires à la suite du rendez-vous.

La personne qui soumet la demande doit être celle qui est conseillée lors du rendez-vous.

Chaque appel réalisé ne peut excéder trente (30) minutes.

Chaque personne ne peut réaliser que deux rendez-vous par an.

L'assistance doit être réalisée en français. L'anglais pourra être proposé et sera valorisé.

3.3 Volume

Le Cnap engage ce marché pour une durée de deux (2) ans. Le marché pourra être reconduit pour un an, pour une durée totale de trois (3) ans.

Il est attendu de la part du titulaire du marché qu'il assure une prestation de trente (30) minutes d'entretien par bénéficiaire soit un volume global estimatif, qui, à termes, pourrait être évalué à quatre cents (400) rendez-vous par an.

3.4 Montant du marché

Le budget prévisionnel pour ce volume de prestation est de cinquante mille (50 000) euros HT par an. Il ne pourra excéder quatre-vingts milles (80 000) euros HT.

Il sera laissé libre au titulaire du marché de faire une proposition qui s'intègre dans ce budget estimatif. Au sein du BPU, le titulaire a la possibilité de proposer un pourcentage ou un forfait relatif à ses frais de gestion (téléphone, visioconférence, photocopie, reporting, frais divers...).

A partir de l'ouverture de l'assistance par le Cnap, il s'engage à fournir les demandes au titulaire du marché qui s'engage à les traiter et à facturer sa prestation au trimestre sur les volumes réalisés. La prestation sera payée en fonction des rendez-vous réalisés.

Si le nombre de rendez-vous excède le nombre prévisionnel, le volume sera plafonné et ne pourra excéder quatre-vingts milles (80 000) euros HT par an.

Article 4 - Domaines d'expertise

Il est attendu du titulaire du marché qu'il soit en mesure de répondre à des questionnements relatifs à l'exercice professionnel dans le champ des arts visuels et pouvant relever de l'ensemble des domaines suivants :

- Code de la Propriété intellectuelle / Code Civil / Droits d'auteurs / Droits voisins / Droit de la presse
- Code de commerce / Code de la commande publique / Droits des affaires / Droit des contrats / Droit des associations
- Code général des impôts / Code de procédure civile / Code des procédures civiles d'exécution / Code monétaire et financier / Droit fiscal / Droit du marché de l'art / Droit pénal

Les thématiques abordées ne concerneront pas des questions d'ouverture d'activité et de création de structures, la nature juridique de l'activité (EI, SAS, SA, association...), les régimes sociaux concernés (artistes-auteurs, intermittence...), les déclarations des revenus concernés et de manière globale le droit social et du travail.

Une maîtrise du droit des affaires internationales sera valorisée.

Le Cnap attachera néanmoins une attention particulière à la connaissance du titulaire du marché du cadre déclaratif et juridique des activités professionnelles des arts visuels, qui seront exposés dans le mémoire technique.

Le titulaire du marché est invité à préciser dans son mémoire technique la manière dont la l'assistance s'inscrit dans son activité et son expérience en la matière.

Le Cnap attachera une attention particulière à l'expertise du titulaire, à sa structuration et à la cohérence de la tenue de l'assistance par celui-ci, qui seront exposées dans le mémoire technique.

Le nombre de personnes chargées de l'assistance par le titulaire du marché et leurs qualifications (CVs) seront détaillés dans le mémoire technique.

Le titulaire du marché est invité à faire 10 propositions de questions et réponses en lien avec les thématiques qui seraient rencontrées. Des propositions de deux mille cinq cents (2500) signes espaces compris sont attendues pour chaque proposition.

Le Cnap attachera une attention particulière à la justesse et à la pertinence de ces propositions, qui seront argumentées dans le mémoire technique.

Article 5 – Pilotage

5.1. La contribution du Cnap

Le Cnap :

- réceptionne les demandes ;
- analyse les demandes ;
- transmet les demandes au titulaire du marché ;
- assure le suivi de la prestation ;

5.2 Réunion de lancement

Une réunion de lancement sera organisée entre le titulaire du marché et le Cnap à l'issue de l'attribution.

L'objet de cette réunion sera notamment de :

- présenter l'organisation du projet ;
- s'assurer de la bonne compréhension mutuelle de la prestation à mener ;
- rappeler la nature de la prestation ;
- agréer le mode de reporting du prestataire (mise en œuvre pratique des dispositions stipulées dans le marché, fréquence des réunions de suivi, nature et formalisme des comptes rendus, fréquence trimestrielle, modalités de suivi, etc.) ;
- préciser le phasage et le planning de la prestation ;
- proposer une solution d'évaluation de l'assistance auprès des personnes conseillées sur sa tenue et sa qualité.
- préciser les modes de communication et/ou de sollicitation du Cnap et du titulaire du marché ;

5.3. Les autres réunions

Quatre (4) réunions *a minima* auront lieu chaque année. Elles auront lieu de préférence dans les locaux du Cnap ou ceux du titulaire du marché, sauf à ce que le Cnap décide de recourir à une réunion à distance (visioconférence, etc.).

Article 6 - Arbitrage

Toutes les décisions concernant la mise en œuvre de l'assistance seront soumises à l'approbation préalable du Cnap, qui demeurera le seul interlocuteur décisionnaire de l'ensemble de l'exécution du marché. En cas de conflit persistant de décisions et/ou d'injonctions et/ou de recommandations, seules les décisions du Cnap seront mises en œuvre.

Article 7 - Responsabilité

Le Cnap et le titulaire du marché garantissent la confidentialité des informations échangées.

Le Cnap se doit de respecter une obligation de neutralité entre tous les professionnels des arts visuels. Il est demandé aux professionnels de respecter l'anonymat des parties, ainsi que la réglementation applicable en matière de protection des données à caractère personnel (RGPD)

Par ailleurs, les affaires déjà portées devant les tribunaux (pour lesquelles une assignation a été délivrée) ne seront pas traitées. Le service ne permet pas la représentation des bénéficiaires ou la rédaction d'actes et documents.